

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire

### NOMBRE DE CONSEILLERS

En exercice 86  
Quorum 78  
Votants 82  
Suffrages exprimés : 82

### DATE DE CONVOCATION

1<sup>er</sup> février 2021

### DATE D’AFFICHAGE

8 février 2021

## Séance du 17 février 2021

N°210217-20

L’an deux mil vingt et un, le 17 février à 18h00, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s’est réuni en séance ordinaire, à la salle cauchoise, sise à Grainville la Teinturière, sous la présidence de Monsieur Jérôme LHEUREUX, Président,

### Etaient présents :

Jean-François ALIGNY, David ANQUETIL, Laurent APPERCELLE, Pascal BAILLET, Xavier BATUT, Pierre BAZIN, Pierre-Luc BILLIEZ, Catherine BONS, Didier BOULLARD, André-Pierre BOURDON, Luc BRÉANT, Lydie BRETTE, Alexandra BUQUET, Jean-François BUREL, Philippe CABIN, Bertrand CARPENTIER, Marie-Hélène CHANGARNIER, Christine CHANGEUX, Jean-Louis CHAUVENSY, Gérard COLIN, Isabelle COMONT, Valérie CORCEL, Martine CORUBLE, Odile COUROYER, Joël DESCHAMPS, Jérôme DOUILLET, Jean-Claude DUBOC, Christophe DUBOSC, Philippe DUFOUR, Annie DUMENIL, Evelyne DUPUIS, Philippe ETIENNE, Jean-Marie FERMENT, Franck FOIRET, Stéphane FOLLIN, Gérard FOUCHÉ, Didier GASTON, Daniel GEORGES, Nicole GIBOURDEL, Laurent GODEFROY, Benjamin GORGIBUS, Françoise GUILLOT, Rémi HEROUARD, Véronique IZABELLE, Pierre-Yves JEGAT, Hervé JOLLY, Jean-Robert LANCHON, Barbara LANGE, Pascal LARGILLET, Jacques LEBALLEUR, Antoine LECROQ, Magalie LEGRAS, Martine LE PAIH, Alain LEPREUX, Béatrice LEROND, Jérôme LHEUREUX, Sandrine LOSAY-ANNEBIQUE, Sophie MAUBANC, Sylvain MONNIER, Valérie MORSALINNE, Marc MUSONI, Bruno NAZE, Jean-François OUVRY, Luc POLINSKI, Benjamin REGENT, Jean-Paul RENAUX, Maryvonne SCHILD, Daniel SEIGNEUR, Eric SIMON, Yves TASSE, Jean-Pierre THÉVENOT, Bruno THUNE, Patrick TREND, Pascal VANIER, Patrick VICTOR, René VIMONT.

### Etaient absents représentés par leur suppléant :

David LAMBION est représenté par Guillaume FERON  
Patrice HOYÉ est représenté par Ludovic SOREL

### Etaient absents excusés avec pouvoir :

Raphaël DISTANTE a donné pouvoir à Jérôme LHEUREUX  
Philippe CARREIN a donné pouvoir à Jérôme DOUILLET  
Marie-Louise DOULET a donné pouvoir à Barbara LANGE  
Daniel LEGROS a donné pouvoir à Jean-François OUVRY

### Absent excusé :

Emmanuel BOUST

### Absents :

Patrice FAUCON, Didier PEULVEY, Marc ROUSSELIN

Conformément aux articles L.5211-1 et L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Gérard FOUCHÉ a été élu secrétaire de séance.

\*\_\*\_\*\_\*

### Objet :

**DIRECTION DES SERVICES A LA POPULATION - CAF de Seine-Maritime – convention territoriale globale - 2020-2024**

**N°20**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-1 à L.5211-4,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2017 relatif aux statuts de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre,

Considérant que les Contrats Enfance Jeunesse 2016-2019 signés avec la Caisse d'Allocation Familiale (ci-après CAF) de Seine-Maritime et la MSA sont arrivés à échéance le 31 décembre 2019,

Considérant que la mise en œuvre d'objectifs communs de développement et coordination d'actions concernant l'enfance, la jeunesse, l'animation de la vie sociale et l'accès aux droits sociaux passe nécessairement par les collectivités territoriales, qui demeurent l'unique échelon à disposer d'un ensemble de compétences leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens,

Considérant qu'à ce titre, la CAF entend poursuivre son soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire sur ces champs d'actions,

Considérant que, dans la perspective d'intervenir en cohérence, la CAF de Seine-Maritime propose à la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre, une Convention Territoriale Globale (ci-après CTG), consignant la démarche politique visant à définir le projet stratégique global du territoire au plus près des besoins de ses habitants et ses modalités de mise en œuvre, à partir d'un diagnostic partagé,

Considérant que la CTG est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) arrêtée entre l'Etat et la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF),

Considérant que la CAF a redéfini le montant des financements bonifiés de N-1 au titre des Contrats Enfance Jeunesse, pour les répartir entre les structures du territoire sous la forme de « bonus territoire »,

Vu l'avis favorable de la commission Petite Enfance, Enfance, Jeunesse et La Clusaz en date du 7 octobre 2020,

Vu l'avis favorable du bureau élargi en date du 4 février 2021.

**Le Conseil Communautaire,  
après avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,**

- **approuve les termes de la Convention Territoriale Globale joint en annexe,**
- **autorise le Président à mettre en place des actions au niveau local pour répondre à des besoins repérés concernant l'accès au droit, la petite-enfance, l'enfance, la jeunesse, la parentalité et l'animation de la vie sociale et collective famille,**
- **autorise le Président à mettre en place un comité de pilotage composé de représentants de la CAF et de la Communauté de Communes pour assurer le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention, renforcer la coordination des partenaires et veiller à la complémentarité des actions et interventions,**
- **autorise le Président à signer la Convention Territoriale Globale en partenariat avec la CAF pour une durée de 5 années et tous documents s'y rapportant.**

Pour extrait certifié conforme,  
ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits,



Le Président,

Jérôme LHEUREUX

Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal Administratif de Rouen, sis 53 Avenue Gustave Flaubert à ROUEN (76000), peut-être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant le délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification ou de sa publication. Dans le même délai, un recours gracieux peut-être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant le délai de 2 mois.

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et  
complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982,  
le Président atteste que la délibération du Conseil  
Communautaire n° ...*80*... - Séance du *17/02/2021*  
est exécutoire.

Date de réception en Sous-Préfecture :

Date de publication :

Le Président,

J. LHEUREUX



Accusé de réception en préfecture  
076-200069839-20210217-210217-20-DE  
Date de télétransmission : 23/02/2021  
Date de réception préfecture : 23/02/2021



1915/16  
[Faint, mostly illegible text follows, possibly a list or report.]